

était, justement, l'arme alimentaire. Mais l'arme ne fut pas utilisée officiellement, comme en 1980. Car si l'une des méthodes consiste à en supprimer simplement l'expédition, le pouvoir céréalier peut aussi s'exercer par la coupure des crédits. Les États-Unis d'Amérique ont ainsi refusé tout nouveau prêt au gouvernement Allende, et ont forcé les agences monétaires internationales à faire de même. Sans rentrée de devises étrangères, Santiago du Chili fut incapable d'acheter des céréales de l'extérieur. La population n'a pas eu faim, mais elle a été frustrée dans ses espoirs de voir son niveau de vie s'améliorer rapidement. Il est, bien sûr, très difficile d'évaluer dans quelle mesure cet embargo non officiel a servi à déstabiliser le régime, qui fut par la suite renversé par l'armée, mais sans doute y joua-t-il un rôle non négligeable.

Japon

La question du Japon ne se présente pas du tout de la même façon, parce que le conflit qui opposait les deux puissances économiques était de nature purement commerciale et monétaire. Il y avait d'un côté ce que Washington estimait être la «mauvaise volonté japonaise» face à la question de la parité des changes: Tokyo refusait de réévaluer le yen, ce qui aurait, selon la Maison-Blanche, aidé à rééquilibrer la balance des paiements entre les deux pays, balance largement déficitaire du côté américain. Mais il y avait d'un autre côté des raisons purement internes: comme l'inflation faisait rage aux États-Unis, les consommateurs américains exerçaient des pressions formidables auprès de leur gouvernement pour que les ventes à l'étranger, en raréfiant le produit sur le marché intérieur, cessent de faire grimper les coûts.

Et c'est justement à ce moment que le Pérou, principal exportateur d'anchois, annonça une baisse catastrophique de ses prises, alors que la farine faite à partir de ce poisson est un substitut parfait au soja. Les Japonais se ruèrent pour se procurer cette céréale sur le marché américain, déjà encombré par les Soviétiques depuis moins d'une année. Le président Nixon en ordonna l'arrêt des exportations.

Les résultats de l'embargo furent très mitigés: les Japonais augmentèrent leur propre production, alors que le Brésil se lança dans cette culture, s'accaparrant jusqu'à 10 p.cent du marché mondial. Si bien que, s'il est à nouveau quasi impossible de savoir si l'arme alimentaire a influencé le comportement des Japonais, on sait par contre que les Américains ont perdu une partie du marché: les bénéfices ont été douteux, mais les coûts réels.

Avant cela, déjà, on avait pu parler d'une espèce de «chantage à l'estomac», alors que, par la loi interdisant le commerce avec l'ennemi, les Américains s'étaient refusés à vendre des céréales à la Chine, ainsi qu'à Cuba et au Vietnam. Mais quelles qu'aient été les intentions de cette législation, les résultats ne furent pas probants, grâce au Canada, qui profitant du climat de guerre froide, faisait des affaires fort lucratives dès 1961 avec les Chinois, sans pour cela reconnaître le gouvernement de Pékin.

Ce n'est par contre qu'en 1974 que l'arme alimentaire devint avec éclat un outil diplomatique dans les relations entre États. C'est la CIA qui fait connaître ce thème dans son rapport intitulé *Potential Implications of Trends*